AHMED BOUHARROU

DAR AL AFAK

LA RÉFORME DE LA LÉGISLATION SYNDICALE AU MAROC

VISION D'UNE RÉVISION

COPY

2025

Table des matières

Avant-propos 15

Introduction générale 19

Chapitre 1 : La réforme de la législation syndicale : pourquoi et comment ? 23

Introduction 23

I - Le régime juridique commun aux syndicats : de l'unité à la dualité 23

Section 1 : Les ressemblances entre le droit syndical de 1957 et le droit syndical dans le code du travail 26

1 - Les rôles du syndicat selon le dahir du 16/7/1957 Et dans le code du travail 26

2 - La création des syndicats 27

3 - La capacité civile/ personnalité morale 28

4 - Le droit d'ester en justice 29

5 - L'action sociale des syndicats 29

6 - La dissolution des syndicats 31

7 - L'organisation des syndicats 32

Section 2 : Les différences entre le droit syndical de 1957 et le droit Syndical dans le code du travail 32

1 - Les différences en matière de sanction des violations des Dispositions de la législation syndicale 33

2 - Les différences relatives aux procédures de dépôt des statuts des syndicats crées 35

3 - Le financement syndical 36

4 - L'exclusion de certaines catégories d'agents publics de la jouissance du droit syndical 37

DAR AL AFAK
COPY

5 - Absence de droit de représentativité syndicale 38

II - Le régime juridique des syndicats les plus représentatifs : une avancée et des incohérences 38

Section 1 : Les critères de détermination des syndicats les plus représentatifs 39

1 - L'obtention d'au moins 6% du nombre de délégués des salariés élus dans les secteurs public et privé 39

2 - L'indépendance effective du syndicat 39

3 - La capacité contractuelle du syndicat 40

Section 2 - Les prérogatives des syndicats les plus représentatifs 40

Section 3 - Les limites du droit de la représentativité syndicale 41

Section 4 - Le monopole des syndicats les plus représentatifs 41

III - Le cadre conceptuel de la réforme de la législation syndicale 42

Section 1 : La réforme du droit syndical : objectifs et Sources d'inspiration 43

1 - Les objectifs de la reforme 43

2 - Les sources d'inspiration 43

A - Le cadre de la réforme selon la constitution 43

B - Les éléments des normes internationales du travail et la réforme de la législation syndicale 45

Section 2 : les aspects de réforme de la législation syndicale 46

1 - Le renforcement du droit d'ester en justice 46

A - Le renforcement du droit d'ester en justice en général 46

B - Le renforcement du droit d'ester en justice dans le cadre des conventions collectives 47

2 - Le financement public des syndicats et son contrôle 48

A - Les critères d'octroi des subventions aux syndicats 50

B - Le contrôle du financement syndical : un mécanisme mort-né 50

3 - La démocratisation de l'organisation et du fonctionnement des syndicats 51

DAR AL AFAK
COPY

4 - L'amélioration des critères de la représentativité syndicale 53
5 - Le détachement syndical 53
6 -La lutte contre l'abus du droit syndical 54
7 - Réforme du droit syndical et réforme du droit de la représentation professionnelle élue 55
Conclusion 56
Chapitre 2 : La convention n° 87 sur la liberté syndicale a 76 ans : ne faut-il pas la reformer 59
Introduction 59
I - Le contexte d'adoption de la convention n°87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical 60
II - La portée de la convention 61
A - L'affirmation de la liberté syndicale 62
B - La liberté du fonctionnement des organisations syndicales 63
C - La protection de la liberté syndicale 63
III - Les limites et les insuffisances des apports de la convention au droit syndical 64
A - Les insuffisances du contenu de la liberté syndicale 64
B - L'interaction et la complémentarité entre la convention 87 et les normes internationales du travail relatives à la liberté syndicale 65
IV - Difficultés de mise en œuvre 66
Conclusion 66
Chapitre 3 : Le droit syndical et le droit de la négociation collective : quel lien ? 69
Introduction 69
I - Le lien entre le droit syndical et le droit de la négociation collective dans les normes Internationales du travail 71
1 - Le renforcement du statut de la liberté syndicale dans la convention internationale du travail n°98 71
A - Le renforcement du statut de la liberté syndicale 71

DAR AL AFAK COPY

B - Les structures et les procédures de promotion de la négociation collective 75

C - La négociation sans lien avec le droit syndical, ni avec les Organisations syndicales 77

II - Le rapport entre le droit syndical et le droit de la négociation collective dans le droit national 78

1 - La constitution, le droit syndical et le droit de la négociation collective 78

2 - Le droit syndical et le droit de la négociation collective selon la législation du travail 79

A - Le droit syndical et la négociation collective dans le dahir du 13/7/1938 79

B - Droit syndical et droit de la négociation collective dans le dahir du 17/4/1957 sur la convention collective du travail 80

C - droit syndical, droit de la négociation collective et code du travail 80

a - Les éléments du droit de la négociation collective 81

b - La concrétisation de la constitutionnalisation de la promotion de la négociation collective : Le rôle du conseil de la négociation collective et de la commission mixte 81

c - Le régime juridique de la convention collective 82

3 - La pratique d'une négociation informelle avec les syndicats non représentatifs Et/ou d'autres instances représentatives du personnel 84

Conclusion 84

Chapitre 4 : Le droit syndical et le droit de grève : quel lien ? 87

Introduction 87

I - Le droit syndical et le droit de grève selon les organes de contrôle de l'OIT et des législations comparées 88

1 - Dans le cadre de l'OIT : d'un consensus solide à un désaccord inconciliable 89

A - Un consensus solide sur la corrélation entre le droit syndical et le droit de grève 89

DAR AL AFAK COPY

B - un désaccord depuis 2012 91

a - La commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations internationales du travail, le comité de la liberté syndicale et la question de la relation entre le droit syndical et le droit de grève 91

b - la position des employeurs et des travailleurs 94

2 - Dans les législations comparées 98

II - la syndicalisation de la grève 100

1 - Le rôle des syndicats dans la grève 101

2 - De l'exercice non formalisé à l'exercice formalisé de la grève 102

III - La grève ouvrière sans syndicats 102

1 - La représentation professionnelle élue et l'exercice du droit de grève 102

2 - L'encadrement de l'exercice du droit de grève par les salariés selon la loi organique 103

Conclusion 103

Chapitre 5 : Droit syndical, démocratie et tripartisme 105

Introduction 105

I - Normes internationales du travail et tripartisme 105

II - droit syndical et démocratie sociale 108

1 - La constitution et la démocratie politique et économique 109

2 - Les syndicats et la démocratie sociale 109

III - droit syndical et tripartisme 110

1 - Le tripartisme hors du code du travail 111

2 - Le tripartisme dans le cadre du code du travail : un système tripartite inerte 113

IV - Droit syndical et bipartisme 114

Conclusion 115

DAR AL AFAK COPY

Chapitre 6 : Syndicats et judiciarisation des grèves et des conflits collectifs du travail sans grèves 117

I - la judiciarisation des grèves 118

1 - La judiciarisation des grèves avant l'adoption de la loi organique fixant les conditions et les formalités de l'exercice du droit de grève 118

2 - La judiciarisation des grèves déclenchées après l'adoption de la loi Organique fixant les conditions et les formalités de l'exercice du droit de grève 118

A - la judiciarisation des grèves déclenchées par les syndicats 119

B - la judiciarisation des grèves déclenchées par les salariés 119

II - la judiciarisation des conflits collectifs sans grèves 120

1 - Le code du travail et la judiciarisation des conflits collectifs 121

A - la judiciarisation pénale des conflits collectifs du travail sans grève 121

B - la judiciarisation civile des conflits collectifs du travail sans grève 122

C - La judiciarisation des conflits collectifs relatifs aux conventions collectives du travail 123

2 - Les modes alternatifs à la judiciarisation des conflits collectifs 123

Conclusion 124

Conclusion générale 127

Les annexes 129

Le tableau comparatif du droit syndical représenté par le dahir du 16/7/1957 modifié en 2000 et le droit syndical contenu dans le code du travail 131

Tableau comparatif des dispositions de la convention n° 87 et la législation syndicale marocaine 148

Bibliographie 155

DAR AL AFAK
COPY

DAR AL AFAK

COPY



Prix : 100 Dh

LIBRAIRIE DAR ASSALAM

TEL - FAX : 05 37 72 58 23
E-mail : contact@darassalam.ma
lib.darassalam@yahoo.fr